

Analyse de l'ICP à l'échelle internationale

31 mars 2004[©]

Analyse de l'ICP à l'échelle internationale

INTRODUCTION	5
ACTIVITÉS GLOBALES/MULTINATIONALES.....	5
LE COMMISSAIRE EUROPÉEN SOULIGNE LES AVANTAGES DES PASSEPORTS BIOMÉTRIQUES (<i>BIOMÉTRIE</i>)	5
L'UE PREND DES MOYENS POUR RENFORCER LES SERVICES EN DIRECT (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>).....	5
L'EUROPE PORTE SON CŒUR SUR UNE CARTE (<i>CARTES À PUCE</i>)	6
AFRIQUE (CONTINENT DE L').....	6
AFRIQUE DU SUD	6
PRETORIA DURCIT LES RÈGLES SUR L'IMPÔT (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	6
ARGENTINE	6
AUTRICHE	6
AUSTRALIE.....	6
LE VÉRIFICATEUR DEMANDE DES PARAMÈTRES SUR LES SITES WEB DU GOUVERNEMENT (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	6
BELGIQUE	6
BERMUDES.....	7
BOSNIE-HERZÉGOVINE.....	7
BRÉSIL	7
BULGARIE	7
CANADA.....	7
CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE DANS LE SECTEUR PUBLIC (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	7
LE CANADA ÉTABLIT SES PRIORITÉS POST-GOUVERNEMENT EN DIRECT (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>).....	7
NOUVELLE-ÉCOSSE : DES ORGANISMES COLLABORENT AFIN DE CONTRER LE VOL D'IDENTITÉ (<i>VOL D'IDENTITÉ</i>)	8
CHILI	8
CHINE	8
DANEMARK	8
FINLANDE.....	8
FRANCE	8
MISE À L'ESSAI DU VOTE ÉLECTRONIQUE À L'OCCASION DES ÉLECTIONS RÉGIONALES (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	8
ALLEMAGNE	9
L'ALLEMAGNE ARRÊTE LES TRAVAUX SUR LE PORTAIL DE L'EMPLOI (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>).....	9
HONGRIE.....	9
INDE	9
IRLANDE.....	9
LA CONTROVERSE RELATIVE AUX PLANS DU GOUVERNEMENT IRLANDAIS SUR LE VOTRE ÉLECTRONIQUE SE POURSUIT (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	9
ISRAËL.....	9
ITALIE	9
TRIBUNALE DI CUNEO RICORSO PER DECRETO INGIUNTIVO (<i>AUTHENTICATION</i>)	9
JAPON	10
KENYA	10
CORÉE.....	10
MALAISIE	10
MEXIQUE.....	10
PAYS-BAS	10

NOUVELLE-ZÉLANDE	10
PROTECTION JURIDIQUE DES TRANSACTIONS EN DIRECT (<i>TRANSACTIONS EN DIRECT</i>)	10
NORVÈGE	10
PAKISTAN	11
POLOGNE	11
PORTUGAL	11
LE PORTUGAL LANCE UN NOUVEAU PORTAIL DE GOUVERNEMENT ÉLECTRONIQUE (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	11
RUSSIE	11
SINGAPOUR	11
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	11
SLOVÉNIE (RÉPUBLIQUE DE)	11
ESPAGNE	12
ESSAIS CONCLUANTS SUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE EN ESPAGNE (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	12
SUÈDE	12
SUISSE	12
LE GOUVERNEMENT ÉLECTRONIQUE NE RÉUSSIT PAS À JOINDRE LA POPULATION SUISSE SELON LES CHERCHEURS (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	12
THAÏLANDE	12
ROYAUME-UNI	12
MISE À L'ESSAI DE CARTES D'IDENTITÉ (<i>CARTES À PUCE</i>)	12
UNE VILLE BRANCHÉE (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	13
PRESSION RELATIVE À L'OBTENTION D'UN NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU NATIONAL HEALTH SERVICE (<i>CARTES À PUCE</i>)	13
ÉTATS-UNIS	13
LA MAISON-BLANCHE ÉTUDIERA COMMENT ÉLARGIR LE GOUVERNEMENT ÉLECTRONIQUE (<i>RENDEMENT DU GOUVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	13
SELON UN GROUPE D'EXPERTS, L'INDUSTRIE ET LE GOUVERNEMENT DOIVENT COOPÉRER AFIN D'ASSURER LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE (<i>VIE PRIVÉE</i>)	14
UN NOUVEAU MANUEL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN SOULIGNE L'UTILISATION CROISSANTE DES CARTES À PUCE (<i>CARTES À PUCE</i>)	14
UNE ENTREPRISE DE SÉCURITÉ ESPÈRE QUE L'INTERFONCTIONNEMENT PERMETTRA D'ÉTABLIR UNE MÉTHODE D'AUTHENTIFICATION RENFORCÉE (<i>ICP</i>)	14
NOUVEAUX OUTILS D'AUTHENTIFICATION ÉLECTRONIQUE (<i>AUTHENTIFICATION</i>)	14
RECHERCHE DE FOURNISSEURS D'ICP (<i>CARTES À PUCE</i>)	15
QU'EST-CE QUE L'INFORMATION DU GOUVERNEMENT? (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	15
AGRICULTURE LANCE UN RELEVÉ DE COMPTE CLIENT ÉLECTRONIQUE (<i>AUTHENTIFICATION</i>)	15
ÉBAUCHE DE LA PUBLICATION SPÉCIALE 800-67, <i>RECOMMENDATION FOR THE TRIPLE DATA ENCRYPTION ALGORITHM (TDEA) BLOCK CIPHER (CHIFFREMENT)</i>	16
LES CONTRIBUABLES CONTINUENT DE SOUMETTRE LEUR DÉCLARATION DE REVENUS EN DIRECT (<i>SERVICES ÉLECTRONIQUES</i>)	16
DEUX AGENCES RESPECTENT LES NORMES SUR LE GOUVERNEMENT ÉLECTRONIQUE (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	16
DES AGENCES S'ATTAQUENT À LA POLITIQUE SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE (<i>VIE PRIVÉE</i>)	17
LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN ÉTABLIT DE NOUVEAUX OBJECTIFS ÉLECTRONIQUES (<i>GOVERNEMENT ÉLECTRONIQUE</i>)	17
WASHINGTON ÉTUDIE LA POSSIBILITÉ DE REPORTER LA DÉLIVRANCE DE PASSEPORTS (<i>BIOMÉTRIE</i>)	17
VENEZUELA	17
VIETNAM	17
DIVERS	18
JE RECONNAÎTRAIS CETTE OREILLE N'IMPORTE OÙ (<i>BIOMÉTRIE</i>)	18
MOBILISATION D'OASIS AFIN DE SURMONTER LES OBSTACLES À L'ADOPTION DE L'ICP (<i>ICP</i>) ..	18

ICP : EST-CE VRAIMENT UTILE? (<i>ICP</i>)	18
DES MILITANTS S'OPPOSENT AUX PASSEPORTS BIOMÉTRIQUES (<i>VIE PRIVÉE</i>).....	19
VOUS ÊTES RENVOYÉS! (<i>VIE PRIVÉE</i>).....	19
UNE ENTREPRISE AMÉRICAINE D'HÉBERGEMENT EST VICTIME DE PIRATES ET INVOQUE LA LOI SUR LA DIVULGATION (<i>COMMERCE ÉLECTRONIQUE</i>).....	19
COMMENT LES COÛTS DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ONT DES RÉPERCUSSIONS SUR L'INFRASTRUCTURE (<i>VIE PRIVÉE</i>)	20
LES DIX CHOSES À NE PAS FAIRE À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE CARTE À PUCE (<i>CARTES À PUCE</i>)	20
GRAND NUMÉRO DE DISPARITION – PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE EN DIRECT (<i>VIE PRIVÉE</i>)	20

Analyse de l'ICP à l'échelle internationale

Introduction

Ce rapport fait le point sur la recherche soutenue qu'effectue le Secrétariat de l'ICP du gouvernement du Canada (GC) pour se tenir au courant des faits nouveaux en matière de transaction et de prestation de services électroniques. Il met principalement l'accent sur la façon dont les gouvernements fédéraux s'acquittent de l'obligation d'assurer un environnement fiable pour faciliter la prestation de services électroniques au public. L'information compilée dans le document provient de diverses sources : renseignements extraits de sites Web, articles, présentations de délégations étrangères, échanges entre des groupes internes et externes. L'essentiel de la recherche a été compilé à partir de sources secondaires. L'information répertoriée représente donc davantage la façon dont les organisations mentionnées décrivent leur situation, plutôt qu'une analyse détaillée et approfondie des progrès en matière d'ICP. De plus, compte tenu de l'évolution rapide de ce secteur, on assiste constamment à de nouveaux progrès. Il ne s'agit pas d'un rapport final, mais plutôt d'une source de renseignements compilés aux fins de référence, en évolution constante.

Activités globales/multinationales

Le Commissaire européen souligne les avantages des passeports biométriques¹ (biométrie)

Le Commissaire à la justice et aux affaires intérieures européen, António Vitorino, a déclaré que l'utilisation appropriée de la biométrie améliorerait l'identification et protégerait les citoyens contre le vol d'identité. L'audience publique du 2 mars 2004 sur l'équilibre entre l'utilisation de la biométrie, la protection de la vie privée et la sécurité a été organisée par les Libéraux démocrates européens dans le but de discuter des plans de l'UE visant à inclure des identificateurs biométriques dans des documents de voyage et des pièces d'identité. Le Parlement européen examine actuellement des propositions sur l'intégration d'identificateurs biométriques dans les passeports de l'UE et les visas et permis de résidence pour les habitants de pays tiers.

L'UE prend des moyens pour renforcer les services en direct² (services électroniques)

Brian Cowen, le ministre irlandais des Affaires étrangères, a signé la Convention sur l'information et la coopération juridique concernant les services de la société de l'information du Conseil de l'Europe, pour le compte de l'UE. Ce traité établit un système de notification en vertu duquel les pays qui souhaitent légiférer en matière de services électroniques doivent donner un préavis aux cosignataires. Le système est conçu dans le but de s'assurer que les règlements adoptés dans un pays n'ont pas de répercussions sur les services en direct dans un autre pays. La ratification du 22 mars, a eu lieu seulement quelques jours après le lancement, par la Commission, de la version 2004 du programme e-TEN conçu dans le but de soutenir la mise en œuvre de services en direct plutôt que l'infrastructure. E-TEN respecte les objectifs du plan d'action e-Europe 2005 sur le gouvernement électronique, les services de santé électroniques et l'apprentissage électronique. Parmi les autres secteurs à financer dans le cadre du plan, notons les services aux PME, l'inclusion électronique ainsi que la fiabilité et la sécurité des services électroniques.

¹ http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2221

² <http://www.euractiv.com/cgi-bin/cgint.exe?204&OIDN=1507422&-tt=ye>

L'Europe porte son cœur sur une carte³ (cartes à puce)

Les citoyens européens recevront une carte d'assurance-maladie paneuropéenne le 1^{er} juin 2004. Cette carte pourrait remplacer les cartes nationales, si les États membres en décidaient ainsi, mais sera probablement émise séparément. Pour l'instant, la carte servira simplement d'identificateur. Toutefois, selon la CE, les versions ultérieures pourraient comprendre une puce. Cela faciliterait grandement l'échange d'information entre les États membres et réduirait les risques d'erreur, de fraude et d'abus.

Afrique (Continent de l')

Afrique du Sud

Pretoria durcit les règles sur l'impôt⁴ (services électroniques)

Le service du revenu d'Afrique du Sud, le *South African Revenue service* (SARS), a commencé à intégrer ses processus opérationnels dans le but de recouvrer l'argent de façon plus efficace. Un représentant a déclaré à *Government Computing News* que la phase du projet pilote venait tout juste de se terminer et que l'argent investi avait déjà été récupéré. Le système d'imposition en place en Afrique du Sud fonctionne de manière à ce que chaque taxe soit gérée séparément et que l'information soit partagée. La gestion des nouveaux processus adoptera une approche globale.

Argentine

Aucun fait nouveau à signaler.

Autriche

Aucun fait nouveau à signaler.

Australie

Le vérificateur demande des paramètres sur les sites Web du gouvernement⁵ (gouvernement électronique)

Le *National Office for the Information Economy* a élaboré des trousseaux d'outils et des listes de vérification dans le but de faciliter l'évaluation de centaines de sites Web du gouvernement. Cette initiative a vu le jour après qu'on ait demandé à cinq agences du gouvernement d'élaborer des mesures de rendement pour leurs produits Internet, leurs sites Web étant comparés à des navires sans gouvernail qui dérivèrent dans une mer de fonds publics. L'*Australian National Audit Office* (ANAO) est arrivé à cette conclusion dans son rapport, dans lequel il explique également que la gestion du rendement et le balisage sont des éléments importants de la stratégie sur le gouvernement électronique. Par souci d'uniformité avec des initiatives à l'extérieur du cyberspace, les agences devraient établir une analyse de rentabilisation pour leurs investissements en direct et examiner régulièrement leur progrès par rapport à des indicateurs clés de rendement.

Belgique

Aucun fait nouveau à signaler.

³ http://www.theregister.co.uk/2004/03/26/europe_wears_its_heart/

⁴ <http://www.kablenet.com/kd.nsf/Frontpage/B8D4C4FFB9C7229580256E4E005E4F62?OpenDocument>

⁵ <http://www.computerworld.com.au/index.php?id=1434494157&fp=16&fpid=0> CIOB News 2004-03-10

Bermudes

Aucun fait nouveau à signaler.

Bosnie-Herzégovine

Aucun fait nouveau à signaler.

Brésil

Aucun fait nouveau à signaler.

Bulgarie

Aucun fait nouveau à signaler.

Canada

Changement technologique dans le secteur public⁶ (gouvernement électronique)

Selon une nouvelle étude, le secteur public du Canada est plus en avance que le secteur privé en ce qui a trait à l'adoption de nouvelles technologies et à la formation d'employés en fonction de changements technologiques. Dans l'ensemble, 82 % des organisations du secteur public ont adopté des nouvelles technologies entre 2000 et 2002, soit près de deux fois plus que la proportion (42 %) des firmes du secteur privé. Cependant, l'étude a conclu que lorsque des organisations de même taille étaient comparées, il y avait peu de différence dans le taux d'adoption de technologies entre les deux secteurs.

Le Canada établit ses priorités post-Gouvernement en direct⁷ (gouvernement électronique)

Selon Simon Gauthier, le dirigeant principal adjoint de l'information du gouvernement du Canada, lorsque le projet Gouvernement en direct (GeD) a vu le jour, on prévoyait qu'il allait remplacer d'autres médias utilisés pour les communications entre le gouvernement et les citoyens. Cependant, les choses se sont déroulées autrement. Dans le but d'éliminer la pensée selon laquelle les citoyens considèrent le GeD complexe, le gouvernement vise à offrir un guichet unique à la population (tous les services du gouvernement offerts dans un seul portail Internet) et une identité intégrée. Cela réduirait le nombre de fois où les citoyens doivent inscrire l'information de base tel leur date de naissance, leur adresse pour divers ministères du gouvernement et administrations. Sans entrer dans les détails, une plus grande coopération entre les différentes administrations (municipales, provinciales et fédérales) est nécessaire afin d'atteindre ces objectifs. Simon Gauthier estime que la mise en place d'un guichet unique pourrait prendre cinq ans.

Nouvelle-Écosse : Les consommateurs bénéficieront des changements apportés aux procédures d'enregistrement foncier⁸ (transactions en direct)

Des changements importants apportés aux procédures d'inscription des biens fonciers dans les comtés d'Annapolis, de Digby, de Hants et de Kings devraient permettre d'accélérer et de simplifier les futures transactions immobilières. Dans le nouveau système, qui entre en service ce mois-ci, les dossiers sont indexés avec le lot du terrain plutôt qu'avec le nom du propriétaire et sont archivés en format électronique plutôt que sur papier dans des registres. Le principal avantage,

⁶ <http://www.statcan.ca/Daily/English/040309/d040309a.htm> CIOB News 2004-03-09

⁷ <http://www.canadait.com/cfm/index.cfm?It=902&Id=18683&Se=2&Sv=&Lo=2>

⁸ <http://www.gov.ns.ca/news/details.asp?id=20040311005> CIOB News 2004-03-12

c'est que la propriété d'un bien foncier est garantie par la province dès son inscription dans le nouveau système. De l'information sur les biens immobiliers sera accessible en direct au fur et à mesure de leur conversion, ce qui permettra aux avocats, aux arpenteurs et aux institutions financières de servir leurs clients plus rapidement. Jusqu'à tout récemment, il fallait se rendre au registre des titres fonciers de la région où le bien immobilier était situé pour consulter l'information sur les titres de propriété. Maintenant, cette information pourra être entrée, stockée et consultée à partir d'Internet.

Nouvelle-Écosse : Des organismes collaborent afin de contrer le vol d'identité⁹ (*vol d'identité*)

Des organisations du gouvernement et des organismes chargés de l'application de la loi demandent aux citoyens d'être très attentifs aux signaux d'avertissement relatifs au crime dont la fréquence augmente rapidement au Canada à savoir, le vol d'identité. « Le vol d'identité est le crime dont la fréquence augmente le plus rapidement au pays » explique le commissaire adjoint Ian Atkins, commandant de la GRC en Nouvelle-Écosse. « Notre section des crimes commerciaux s'est engagée à collaborer avec des partenaires locaux, nationaux et internationaux dans le but de protéger les citoyens de la Nouvelle-Écosse contre les risques personnels, financiers et criminels associés au vol d'identité. » De plus, les ministres fédéraux et provinciaux responsables des questions qui touchent les consommateurs jouent un rôle dans le combat contre le vol d'identité. Ils ont récemment publié une brochure remplie de conseils pratiques pour les consommateurs intitulée '*Conseils pour réduire les risques du vol d'identité*'.

Chili

Aucun fait nouveau à signaler.

Chine

Aucun fait nouveau à signaler.

Danemark

Aucun fait nouveau à signaler.

Finlande

Aucun fait nouveau à signaler.

France

Mise à l'essai du vote électronique à l'occasion des élections régionales¹⁰ (*services électroniques*)

Le vote électronique a été mis à l'essai pendant les élections régionales qui ont lieu en France les 21 et 28 mars, la première élection électronique ayant force obligatoire se déroulait dans la ville de Brest. Une mise en place à plus grande échelle de machines de vote devrait avoir lieu pendant les élections européennes de juin 2004. La première élection électronique complète ne semble pas avoir eu de répercussions importantes sur le taux de participation au premier tour des élections régionales. Le taux à Brest a connu une augmentation de 3 % comparativement aux dernières élections régionales en 1998, mais cette augmentation est comparable aux augmentations observées dans le reste du pays. Cependant, selon les autorités locales l'expérience a été un succès bien que de petits problèmes ont été signalés non liés au logiciel, mais à la visibilité des caractères jugés trop petits par certains électeurs.

⁹ <http://www.gov.ns.ca/news/details.asp?id=20040311007> CIOB News 2004-03-12

¹⁰ http://europa.eu.int/ISPO/ida/isps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2314

Allemagne

L'Allemagne arrête les travaux sur le portail de l'emploi¹¹ (*services électroniques*)

Le 25 février 2004, le bureau fédéral de l'emploi de l'Allemagne (*Arbeitsamt*) a annoncé qu'il arrêterait les travaux de développement du portail de l'emploi à cause de coûts exorbitants. En effet, les coûts avaient été évalués à l'origine à 65 millions d'euros, mais les derniers chiffres indiquent que le portail coûtera 165 millions d'euros d'ici 2008. Le portail a été lancé le 1^{er} décembre 2003 dans le but de soutenir les missions du gouvernement en matière d'emploi, dont l'établissement de liens entre l'offre et la demande dans les marchés de la formation et de l'emploi et la promotion de leur transparence. Le développement du portail devait se poursuivre pendant les prochaines années, avec, par exemple, la mise en œuvre d'un système évolué de concordance en mai et d'un centre de services d'arbitrage et de consultation sur l'emploi en août 2004.

Hongrie

Aucun fait nouveau à signaler.

Inde

Aucun fait nouveau à signaler.

Irlande

La controverse relative aux plans du gouvernement irlandais sur le vote électronique se poursuit¹² (*services électroniques*)

Malgré une importante campagne d'information et de communication lancée par le gouvernement en février, l'introduction à l'échelle nationale du vote électronique pour les prochaines élections locales et européennes de juin 2004 fait face à une résistance de plus en plus forte au sein de la société irlandaise. L'introduction du vote électronique est encore très controversée en Irlande. Les opposants au plan actuel sur le vote électronique ont exprimé des préoccupations sur plusieurs questions, dont certains problèmes techniques et sociologiques, le coût total de mise en œuvre, le manque de confiance dans le gouvernement, le caractère exclusif du logiciel choisi et l'absence d'une trace écrite physique dans le système proposé.

Israël

Aucun fait nouveau à signaler.

Italie

Tribunale Di Cuneo Ricorso Per Decreto Ingiuntivo¹³ (*authentification*)

L'édition du 22 mars 2004 du *World eBusiness Law Report* contient un article de M^e Marco Berliri de Lovells à Rome. Il résume la décision du tribunal de Cuneo mentionnée ci-dessus selon laquelle un courriel authentifié par un mot de passe à une seule clé est une preuve admissible. La directive sur les signatures électroniques de l'UE (mise en place en Italie par décret en octobre

¹¹ http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2210

¹² http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2227

¹³ <http://www.altalex.com/index.php?idstr=30&idnot=6883>

2002) explique de façon précise qu'un document doté d'un élément évolué de signature électronique – c'est-à-dire une signature numérique d'ICP avec un certificat reconnu – est une preuve admissible sans autre authentification. La décision est conforme à la directive et au décret italien, car ces documents stipulent qu'un document avec une simple signature électronique est reconnu et admissible malgré son format électronique. M^e Berliri explique dans son article que la décision est controversée : « De nombreux commentateurs ont critiqué la décision du tribunal d'accepter les courriels comme preuve car, selon eux, le code d'utilisateur et le mot de passe ne sont pas des méthodes d'authentification valables. En effet, même s'il s'agit de données en format électronique, ils ne sont pas rattachés ou associés de façon logistique au texte contenu dans le courriel. »

Japon

Aucun fait nouveau à signaler.

Kenya

Aucun fait nouveau à signaler.

Corée

Aucun fait nouveau à signaler.

Malaisie

Aucun fait nouveau à signaler.

Mexique

Aucun fait nouveau à signaler.

Pays-Bas

Aucun fait nouveau à signaler.

Nouvelle-Zélande

Protection juridique des transactions en direct¹⁴ (*transactions en direct*)

La Nouvelle-Zélande continue de dépasser l'Australie comme l'un des pays les plus « mondialisés » après que son gouvernement ait adopté de solides mesures de protection des transactions en direct, donnant ainsi au pays le deuxième plus grand nombre de serveurs protégés par habitant au monde. Les trois premiers rangs des pays les plus mondialisés sont occupés par l'Irlande, Singapour et la Suisse, et six des dix premières places sont occupées par des pays d'Europe de l'Ouest. Le classement est établi à partir de données sur l'intégration économique (commerce et investissements étrangers), la connectivité technologique (taux de pénétration et d'utilisation d'Internet), les contacts personnels (comme les voyages et les télécommunications) et l'engagement politique (traités et participation à des organisations internationales).

Norvège

Aucun fait nouveau à signaler.

¹⁴ <http://www.cio.com.au/index.php?id=545847971&fp=4&fpid=21> CIOB News 2004-03-10

Pakistan

Aucun fait nouveau à signaler.

Pologne

Aucun fait nouveau à signaler.

Portugal

Le Portugal lance un nouveau portail de gouvernement électronique¹⁵ (*gouvernement électronique*)

Le gouvernement portugais a présenté son nouveau portail pour les citoyens et les entreprises le 17 mars 2004. Le portail, qui permet actuellement l'accès à plus de 700 services, comprendra également une section réservée aux fonctionnaires à la deuxième phase. Le nouveau portail de gouvernement électronique, appelé *Portal do Cidadão* (portail des citoyens), remplace *Infocid* et a vu le jour grâce à l'effort conjoint d'environ 120 organisations publiques et privées. Malgré son nom, le nouveau portail s'adresse aux entreprises ainsi qu'aux citoyens et proposera, dans un second temps, des services aux fonctionnaires. À l'heure actuelle, il permet l'accès à plus de 700 services, comme la production de déclarations de revenus, les demandes de certificats civils et le changement d'adresse unique. Ce dernier service est la première application transversale d'importance de gouvernement électronique du Portugal. Les services destinés aux citoyens sont classés par « tranche de vie » (p. ex., le mariage, la recherche d'un emploi ou les études) et par « secteur d'intérêt » (culture, impôts ou justice). La section des entreprises offre une vaste gamme de services sur les cycles de vie opérationnelle, de la création à la fermeture d'une entreprise. Cette section fournit également de précieux renseignements dans des domaines comme les stratégies d'investissement et l'embauche.

Russie

Aucun fait nouveau à signaler.

Singapour

Aucun fait nouveau à signaler.

République slovaque

Aucun fait nouveau à signaler.

Slovénie (République de)

Aucun fait nouveau à signaler.

¹⁵

<http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/index.jsp?fuseAction=showDocument&parent=whatsnew&documentID=2304>
CIOB News 2004-03-22

Espagne

Essais concluants sur le vote électronique en Espagne¹⁶ (*services électroniques*)

Des centaines de volontaires ont mis à l'essai plusieurs nouvelles technologies de vote à l'occasion des dernières élections générales. Dans la ville de Jun, près de Granada, un total de 597 citoyens ont essayé des systèmes de vote électronique. De ce nombre, 400 ont voté à l'aide d'ordinateurs reliés à Internet et 197 à l'aide du SMS avec leur téléphone portable. Des essais pilotes de vote par Internet ont également eu lieu dans trois bureaux de scrutin à Zamora et Lugo, où 274 citoyens ont essayé des machines de vote par Internet installés dans des bureaux. Depuis le milieu de 2003, l'organisation publique de certification espagnole, CERES, considère que les exigences techniques nécessaires à la mise en œuvre du vote électronique et par Internet en Espagne ont été respectées, mais que le principal obstacle demeure culturel. De petits projets pilotes de vote par Internet tenus en 2003 ont également été couronnés de succès sur le plan technologique ainsi que sur le plan de l'acceptation par les électeurs. Cependant, un sondage mené par CERES en 2003 permet de conclure qu'une partie importante de la population espagnole est toujours réfractaire au vote électronique et considère que cette méthode n'est pas assez fiable.

Suède

Aucun fait nouveau à signaler.

Suisse

Le gouvernement électronique ne réussit pas à joindre la population suisse selon les chercheurs¹⁷ (*gouvernement électronique*)

Un sondage publié le 3 mars 2004 par la faculté des sciences appliquées de l'Université de Bern et l'entreprise de TI Unisys révèle que, même s'il y a une grande demande pour le gouvernement électronique en Suisse, beaucoup de citoyens ignorent les services électroniques actuellement offerts ou ne veulent pas les utiliser pour des raisons de confidentialité et de sécurité. Le principal objectif du sondage était de déterminer comment les citoyens évaluaient le rendement des services de gouvernement électronique du pays. Appelé le baromètre des tendances du gouvernement électronique, le sondage a été effectué du 25 novembre au 5 décembre 2003 auprès de citoyens de toutes les régions linguistiques et a permis de tirer plusieurs conclusions. Même si 80 % des répondants ont accès à Internet et que plus de 75 % l'utilisent plusieurs fois par semaine, seulement 12 % des répondants ont déclaré utiliser régulièrement les services de gouvernement électronique. Lorsqu'on leur a présenté une liste de onze services qui pourraient être offerts en direct, la plupart des répondants ont indiqué qu'ils les utiliseraient. Le seul service qui a été rejeté par une faible majorité est le paiement en direct de factures administratives à cause du manque de confiance dans les transactions en direct. Le confort, la rapidité et la disponibilité étaient les principaux avantages associés au vote par Internet.

Thaïlande

Aucun fait nouveau à signaler.

Royaume-Uni

Mise à l'essai de cartes d'identité¹⁸ (*cartes à puce*)

La ministre de l'Intérieur du Royaume-Uni, Beverley Hughes, a déclaré que son gouvernement collaborait avec des experts dans le but de mettre à l'essai la sécurité de la technologie des cartes d'identité nationales. On évalue actuellement la menace, y compris le piratage et l'accès non

¹⁶ http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2287

¹⁷ http://europa.eu.int/ISPO/ida/jsps/dsp_showDocument.jsp?printerVersion=1&documentID=2217

¹⁸ <http://www.kablenet.com/kd.nsf/printview/2A04F82E5540EE0B80256E5500592935?OpenDocument>

autorisé aux données. D'autres organisations du gouvernement qui exploitent des bases de données semblables, comme le bureau des passeports, participent également aux évaluations. En réponse aux questions parlementaires du 10 mars 2004, Hughes explique qu'aucune décision n'a été prise sur la technologie qui sera utilisée dans la carte. « Les technologies seront évaluées en fonction de nos exigences, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la capacité et du respect des normes internationales. » Avec les plans de mise à l'essai de la technologie, le gouvernement souhaite présenter une ébauche de loi sur les systèmes d'identification au cours des prochains mois. Cependant, avant de lancer le projet, le gouvernement doit surmonter plusieurs obstacles, dont plusieurs viennent des groupes de défense des droits de l'homme, qui s'opposent au projet car il menace la vie privée.

Une ville branchée¹⁹ (*services électroniques*)

Birmingham est à la veille de passer à l'histoire à titre de première ville britannique à offrir tous ses services en direct. Si tout se déroule comme prévu, le 31 mars 2004, tous les services seront offerts aux citoyens par voie électronique. Cette semaine, plus de 97 % des services de Birmingham étaient offerts en direct selon Glyn Evans, directeur de la TI. « Nous sommes de plus en plus certains d'atteindre notre but. » Dans le site Web de la ville, il est déjà possible de payer les taxes, de signaler un véhicule abandonné ou de réserver une séance de bronzage dans un centre de loisir (utilisateurs approuvés seulement).

Pression relative à l'obtention d'un numéro d'identification du National Health Service²⁰ (*cartes à puce*)

Dans une lettre envoyée à tous les dirigeants du NHS, on a confirmé que le numéro d'identification du NHS serait obligatoire à partir de juin 2004, car il doit être disponible dans tous les bureaux des services de santé. Dans cette lettre, les cosignataires, les professeurs Peter Hutton, président du conseil clinique consultatif national, et Martin Servers, président du conseil des normes sur l'information, demandent aux dirigeants du NHS d'accélérer les travaux de remplacement du système vulnérable aux problèmes d'identificateurs multiples avec le numéro d'identification à dix chiffres. Ils expliquent que l'un des aspects clés du programme national de TI du NHS est de permettre en tout lieu l'identification et le suivi des patients qui présentent des symptômes ou qui reçoivent des soins. Jusqu'à présent, le numéro du NHS n'a pas été rendu obligatoire comme norme nationale, et il existe différents systèmes selon les emplacements. Cependant, à partir de juin 2004, les dirigeants devront adopter le système national dans le cadre du dossier des soins du NHS.

États-Unis

La Maison-Blanche étudiera comment élargir le gouvernement électronique²¹ (*rendement du gouvernement électronique*)

En prévision du budget de l'exercice financier de 2006 qui débute dans 18 mois, soit le 1^{er} octobre 2005, l'Office of Management and Budget de la Maison-Blanche a déclaré cette semaine qu'il avait lancé une analyse pan-gouvernementale de cinq secteurs d'activité dans le but d'élargir le gouvernement électronique. Au cours des six prochains mois, des équipes inter-agences examineront les fonctions, les données et les meilleures pratiques opérationnelles de cinq secteurs d'activité – finances, ressources humaines, subventions, santé et systèmes de gestion de cas – dans le but de trouver des possibilités de réduire le coût du gouvernement et d'améliorer les services aux citoyens grâce à l'amélioration du rendement des activités. À la suite de l'examen des données de l'architecture fédérale d'entreprise des États-Unis fournies par les agences, l'administration reconnaît qu'il est indispensable de réévaluer les investissements prévus dans ces cinq secteurs, selon l'administratrice du gouvernement électronique et de la TI, Karen Evans, la

¹⁹ <http://politics.guardian.co.uk/egovernment/story/0,12767,1166945,00.html>

²⁰ <http://www.kablenet.com/kd.nsf/Frontpage/7D34F73108166EB180256E54003A374F?OpenDocument>

²¹ http://www.itnews.com.au/storycontent.asp?ID=3&Art_ID=18871 CIOB News, March 24, 2003

principale responsable de la TI au gouvernement américain.

Selon un groupe d'experts, l'industrie et le gouvernement doivent coopérer afin d'assurer la protection de la vie privée²² (vie privée)

Un groupe de professionnels en politique publique a déclaré aujourd'hui que les agences du gouvernement et les entreprises de TI doivent travailler ensemble dans le but de déterminer et de prévenir les menaces contre la vie privée et les violations de l'éthique à la lumière de l'utilisation croissante de nouvelles technologies au gouvernement fédéral. Cette déclaration survient alors qu'un nombre grandissant d'entreprises de TI vendent des applications évoluées au gouvernement, particulièrement pour des fonctions liées aux renseignements et à la sécurité. Selon Frank Reeder, consultant en politique de l'information, les questions épineuses qui touchent à l'achat et à l'utilisation de nouveaux systèmes par le gouvernement sont la manipulation d'information personnelle et la protection des renseignements d'affaire, l'assurance de l'accessibilité aux systèmes et de l'intégrité des bases de données, la transparence de l'information, les lois sur la propriété intellectuelle ainsi que les politiques sur l'égalité et l'accès. « Il s'agit d'une question de partenariat. Les gens du secteur privé doivent aider le secteur public à avoir une vue d'ensemble [de l'utilisation de la technologie] avant de se retourner contre le gouvernement » explique Reeder.

Un nouveau manuel du gouvernement américain souligne l'utilisation croissante des cartes à puce²³ (cartes à puce)

Le gouvernement américain a publié une version révisée d'un manuel sur les cartes à puce qui vise à ouvrir la voie à de nouvelles mises en œuvre. Le document publié par la General Services Administration, qui est responsable du fonctionnement des programmes de cartes à puce au gouvernement américain, souligne que des agences américaines avaient remis plus de quatre millions de cartes à puce à la fin de l'an dernier. À lui seul, le département de la Défense en compte trois millions et demi. Une des principales leçons retenues de ces projets est la nécessité pour chaque agence de mettre sur pied une équipe chargée des cartes à puce, formée des cadres responsables de l'accès physique aux immeubles et aux bureaux et des gestionnaires de la TI qui sécurisent les réseaux informatiques.

Une entreprise de sécurité espère que l'interfonctionnement permettra d'établir une méthode d'authentification renforcée²⁴ (ICP)

VeriSign Inc, un fournisseur de certificats numériques et de services d'ICP gérés, demande le soutien de l'industrie pour l'établissement d'une architecture de référence basée principalement sur des normes existantes, qui permettrait l'inter-fonctionnement des méthodes d'authentification avec tous les types de réseaux et de plates-formes. Les méthodes d'authentification renforcées actuelles sont complexes et ne sont habituellement pas compatibles avec les méthodes d'autres fournisseurs, ce qui rend l'authentification renforcée coûteuse et crée des applications cloisonnées. Grâce à son projet intitulé *Open Authentication Reference Architecture* (OATH), VeriSign espère que les fabricants d'appareils, les fournisseurs de logiciels et les fournisseurs de services seront capables d'intégrer les interfaces ouvertes dans leurs produits dans le but de créer des solutions inter-fonctionnelles qui proposeront une authentification renforcée et une sécurité simplifiée, étendue et évoluée.

Nouveaux outils d'authentification électronique²⁵ (authentification)

À l'avenir, les citoyens utiliseront peut-être des authentifiants électroniques délivrés par des organisations commerciales, comme des banques, afin de prouver leur identité lorsqu'ils

²² http://www.gcn.com/vol1_no1/daily-updates/25376-1.html CIOB News, March 24, 2003

²³ <http://www.cardtechnology.com/cgi-bin/readstory.pl?story=20040303CIDN661.xml> CIOB March 8, 2004

²⁴ http://www.gcn.com/vol1_no1/daily-updates/25073-1.html CIOB March 8, 2004

²⁵ <http://www.fcw.com/fcw/articles/2004/0322/pol-retool-03-22-04.asp> CIOB 2004-03-22

s'engageront dans des activités confidentielles avec le gouvernement par Internet. Dans l'ébauche d'un document qui n'a pas été distribué à grande échelle, on décrit comment le gouvernement fédéral prévoit simplifier les transactions en direct et les communications protégées. Publié dans le cadre du programme d'authentification électronique de la General Services Administration, le document explique que les entreprises reconnues de services d'authentification et les agences du gouvernement délivreront, dans certains cas, des authentifications électroniques aux utilisateurs avant que ces derniers soumettent un changement d'adresse à la Social Security Administration, par exemple. Dans le cas de transactions qui présentent de faibles risques du point de vue de la sécurité et de la confidentialité, les citoyens recevraient un mot de passe ou un numéro d'identification personnel. Dans le cas d'échanges où les risques sont plus élevés, comme les transferts d'argent ou la communication d'information médicale ou financière, les citoyens recevraient un nouveau certificat numérique ou utiliseraient un certificat existant afin de permettre la vérification de leur identité à l'ouverture d'une séance dans un réseau. « Si le gouvernement vous a déjà délivré un passeport en personne, il pourrait être en mesure de vous remettre un authentifiant électronique qui serait ultérieurement utilisé dans les transactions où les risques sont élevés » explique Trent Henry, analyste de la sécurité au sein du Burton Group, une entreprise de recherche et de consultation en technologie de l'information.

Recherche de fournisseurs d'ICP²⁶ (cartes à puce)

Des cadres de la General Services Administration ont annoncé cette semaine qu'une décennie de travail a permis l'élaboration de normes sur l'infrastructure à clés publiques, qui font presque de l'authentification numérique à l'échelle du gouvernement une réalité. Dans un avis publié le 2 mars, les cadres de la GSA ont déclaré qu'ils étaient prêts à créer une liste de soumissionnaires pouvant fournir des cartes à puce basées sur les normes fédérales d'ICP, qui comprennent une nouvelle spécification de politique d'authentification électronique. L'utilisation de cette spécification, appelée politique de certificat X.509 pour le cadre de politique commun, pourrait probablement permettre au gouvernement et à l'industrie d'économiser des milliers de dollars, selon les cadres de la General Services Administration. Les premières entreprises qui passeront les essais de démonstration seront placées sur la liste des soumissionnaires qualifiés de la General Services Administration le 30 juin 2004. Lorsque la liste sera compilée, les agences devront concevoir des applications qui utilisent les certificats numériques.

Qu'est-ce que l'information du gouvernement?²⁷ (services électroniques)

Le groupe de travail sur la politique des dossiers électroniques souhaite obtenir de l'aide pour définir l'information du gouvernement, les obstacles à la gestion efficace de l'information en direct et les outils d'encadrement pour les agences fédérales. Le groupe, dirigé par la National Archives and Records Administration (NARA), a demandé à des agences, à des fournisseurs et à d'autres parties intéressées de présenter leurs commentaires sur les trois sujets d'ici le 5 avril 2004. La demande de commentaires paraît dans le registre fédéral d'aujourd'hui (13 mars 2004). Après la tenue de groupes de discussion, le groupe de la NARA fera des recommandations aux Interagency Committee on Government Information qui tiendront compte des constatations des groupes de discussion et des commentaires. L'Interagency Committee on Government Information participe à la création du cadre de la politique de l'information de l'Office of Management and Budget et de la régie des dossiers électroniques.

Agriculture lance un relevé de compte client électronique²⁸ (authentification)

Le département de l'Agriculture a lancé son relevé de compte client électronique dans le cadre d'un projet visant à offrir un plus grand nombre de services de gouvernement électronique aux agriculteurs et aux propriétaires de ranch. « Le relevé de compte client regroupera une vaste gamme de services et de programmes du département de l'Agriculture dans un rapport unique à portée de main des agriculteurs » a déclaré hier Ann Veneman, secrétaire du département de l'Agriculture. Ce relevé permet aux clients de voir l'état de la participation et des demandes

²⁶ <http://www.fcw.com/fcw/articles/2004/0301/web-pki-03-03-04.asp>

²⁷ http://www.gcn.com/vol1_no1/e_gov/25204-1.html CIOB News 2004-03-09

²⁸ http://www.gcn.com/vol1_no1/e_gov/25153-1.html CIOB News 2004-03-09

relatives à différents programmes de conservation, les paiements associés à la marchandise et aux programmes de conservation, l'information sur les prêts agricoles ainsi que les plans de conservation et l'information sur les unités de territoire. Le relevé de compte client sera un élément clé qui permettra aux agriculteurs d'accéder à leur information et de faciliter l'utilisation de services en direct. À l'avenir, les agriculteurs et les propriétaires de ranch seront en mesure de faire des références croisées avec ces données et des cartes interactives de leur exploitation à l'aide de systèmes d'information géographiques et de superpositions pour les routes, les types de sol, les cours d'eau ainsi que d'autres éléments géographiques. Dans le but d'assurer la protection de l'identité, les utilisateurs doivent d'abord s'inscrire en direct pour obtenir un compte d'authentification électronique de niveau 2 du département de l'Agriculture et suivre le processus d'authentification dans un centre de services local du département de l'Agriculture.

ÉBAUCHE de la publication spéciale 800-67, *Recommendation for the Triple Data Encryption Algorithm (TDEA) Block Cipher*²⁹ (chiffrement)

La *National Institute of Standards and Technology* (NIST) a terminé l'ébauche de la publication spéciale de la NIST 800-67, *Recommendation for the Triple Data Encryption Algorithm (TDEA) Block Cipher*. Cette publication traite de l'algorithme de chiffrement de données triple (TDEA), y compris le moteur de chiffrement de composantes primaires, l'algorithme de chiffrement de données (DEA). Lorsqu'il est mis en œuvre dans un mode opérationnel conforme à SP 800-38 et dans un module de chiffrement conforme à FIPS 140-2, le TDEA peut être utilisé par les organisations fédérales pour la protection de données de nature délicate non classifiées. La NIST demande de lui faire parvenir des commentaires sur la publication d'ici le 15 avril 2004. La publication est accessible à <http://csrc.nist.gov/publications/drafts/DraftSP800-67.pdf>.

Les contribuables continuent de soumettre leur déclaration de revenus en direct³⁰ (services électroniques)

Les contribuables continuent d'opter en grand nombre pour la déclaration de revenus électronique plutôt qu'en format papier. Selon les chiffres présentés cette semaine par l'IRS, le nombre d'utilisateurs de cette année dépasse déjà celui de l'an passé de 10 %. Le nombre de déclarations effectuées à partir d'un ordinateur personnel à la maison demeure soutenu, toujours en hausse de 23 % par rapport à la même période l'an passé. En date du 5 mars, 37,1 millions de déclarations avaient été faites par voie électronique sur les 55,5 millions reçues au total. En date du 29 février, les contribuables avaient déjà visité le site du service *Where's My Refund?* 9,8 millions de fois, soit près du double du total de l'an passé. Les contribuables qui utilisent la voie électronique peuvent utiliser ce service 72 heures après avoir remis leur déclaration. Ceux qui présentent une déclaration sur papier doivent patienter de trois à quatre semaines après l'avoir postée.

Deux agences respectent les normes sur le gouvernement électronique³¹ (gouvernement électronique)

Selon le premier rapport présenté au Congrès sur la loi sur le gouvernement électronique de 2002, deux agences fédérales sur 26 respectent les normes de succès de l'Office of Management and Budget sur le gouvernement électronique, et 19 autres semblent sur la bonne voie pour y parvenir. Ce rapport, présenté cette semaine, souligne la conformité avec la loi, explique la distribution des fonds destinés au gouvernement électronique et donne un aperçu des activités de gouvernement électronique par agence. Le rapport est basé sur des rapports des agences présentés à l'Office of Management and Budget en décembre dernier. La National Science Foundation et l'Office of Personnel Management ont été accrédités car ils ont respecté tous les critères de mise en œuvre de l'initiative de gouvernement électronique figurant au programme de gestion du président. D'autres agences ont fait des progrès dans l'élaboration de plans.

²⁹ <http://csrc.nist.gov/publications/drafts/DraftSP800-67.pdf> CIOB News 2004-03-09

³⁰ http://www.gcn.com/vol1_no1/daily-updates/25232-1.html CIOB News 2004-03-11

³¹ <http://www.fcw.com/fcw/articles/2004/0308/web-egov-03-10-04.asp> CIOB News 2004-03-11

Des agences s'attaquent à la politique sur la protection de la vie privée³² (vie privée)

Plus de la moitié des 60 agences sous la direction des cadres de l'Office of Management and Budget ont déclaré qu'elles possédaient ou qu'elles prévoient établir des politiques informatisées sur la vie privée, selon les prescriptions de la loi sur le gouvernement électronique de 2002. L'Office of Management and Budget exige que les agences informent les cadres de progrès relatifs à la mise en œuvre de mesures de protection de la vie privée, comme les politiques informatisées, les évaluations des répercussions sur la vie privée de l'ajout ou de la modification de systèmes technologiques, l'utilisation de technologie de suivi et la désignation d'un responsable unique de la protection de la vie privée au sein des agences. Les agences qui se conforment à cette exigence ont des politiques identifiées de protection de la vie privée dans leur site Web qui sont ou seront traduites dans un langage informatique normalisé lisible par le navigateur, selon le rapport sur la loi de l'Office of Management and Budget sur le gouvernement électronique remis au Congrès ce mois-ci. Grâce aux politiques informatisées, le navigateur avertit automatiquement l'utilisateur si le site respecte les préférences de l'utilisateur sur la protection de la vie privée.

Le gouvernement américain établit de nouveaux objectifs électroniques³³ (gouvernement électronique)

Selon un nouveau plan stratégique de la Maison-Blanche, les agences fédérales doivent atteindre de nouveaux objectifs en matière de gouvernement électronique. En vertu de ce plan, au moins 80 % des 25 principales initiatives multisectorielles de gouvernement électronique doivent être mises en place d'ici l'automne. De plus, 80 % des agences fédérales doivent définir et mettre en œuvre une architecture d'entreprise et chaque agence doit mettre en œuvre au moins une initiative de TI qui touche un nombre important de citoyens. Les dirigeants principaux de l'information du gouvernement et l'Office of Management and Budget de la Maison-Blanche ont établi des objectifs dans quatre catégories : gouvernement électronique élargi, collaboration interagence, sécurité de la TI et protection de la vie privée ainsi que gestion des ressources humaines. Les agences doivent répondre à ces critères au plus tard le 30 septembre 2004.

Washington étudie la possibilité de reporter la délivrance de passeports³⁴ (biométrie)

Le gouvernement américain envisage de reporter l'échéancier imposé aux autres pays pour la délivrance de passeports biométriques. Un représentant du département d'État a déclaré au *Government Computing News* le 8 mars 2004 qu'il est au courant des problèmes que les autres gouvernements doivent surmonter pour produire les passeports en respectant l'échéancier. Les autorités américaines prévoient commencer la vérification des passeports avec la technologie de reconnaissance faciale pour les pays touchés par le projet de dispense de visa le 26 octobre 2004. Cela comprend également tous les États membres de l'UE.

Venezuela

Aucun fait nouveau à signaler.

Vietnam

Aucun fait nouveau à signaler.

³² <http://www.fcw.com/fcw/articles/2004/0308/web-privacy-03-10-04.asp> CIOB News 2004-03-11

³³ <http://www.kablenet.com/kd.nsf/Frontpage/215D6AD04AF0246880256E5300444CCF?OpenDocument>

³⁴ <http://www.kablenet.com/kd.nsf/Frontpage/8700F34322657BB480256E51006267FD?OpenDocument>

Divers

Je reconnaîtrais cette oreille n'importe où³⁵ (biométrie)

Oubliez la reconnaissance rétinienne ou faciale et les empreintes digitales, ce sont nos oreilles qui seront bientôt fichées dans une base de données nationale. L'Université de Leicester travaille avec K9 Forensic Services à l'élaboration d'un système d'image informatisée de l'oreille et d'identification de l'empreinte de l'oreille appelé *Forensic EAR Identification*, ou FEARID. L'objectif principal de ce projet, qui est financé en partie par la CE, est de prouver que les empreintes de l'oreille peuvent être utilisées pour la reconnaissance et l'identification de personnes aux fins d'enquête. Le professeur Guy Ruddy, directeur de l'unité de médecine légale de l'université, explique que la technologie « pourrait éventuellement permettre la création d'un système semblable au système national d'empreintes digitales utilisé pour l'identification de personnes par les forces de police du monde entier ».

Mobilisation d'OASIS afin de surmonter les obstacles à l'adoption de l'ICP³⁶ (ICP)

Des membres du consortium international de normalisation OASIS ont publié un plan d'action dans le but de faire tomber les barrières à l'adoption généralisée de la technologie d'ICP. Le plan d'action d'OASIS est basé sur les résultats d'une série de sondages menés par le PKI Technical Committee d'OASIS auprès du personnel de la TI qui a mis en œuvre ou qui a tenté de mettre en œuvre une ICP. Les sondages ont permis de déterminer cinq obstacles principaux à l'adoption de l'ICP. Le plan d'action d'OASIS prévoit l'élimination de ces obstacles à l'aide de lignes directrices claires et précises sur l'utilisation de l'ICP pour les types d'application les plus pertinents — signature de document, courriel protégé et commerce électronique. Le plan définit également le besoin de mener des essais sur l'interfonctionnement, d'améliorer le matériel pédagogique, d'appliquer des pratiques exemplaires et d'autres mesures de réduction de coût ainsi que d'établir des liens avec des fournisseurs de logiciels.

ICP : Est-ce vraiment utile?³⁷ (ICP)

À l'apogée de la bulle Internet, l'ICP, basée sur le chiffrement de clés publiques, était considérée comme un élément indispensable à la croissance du commerce électronique protégé. Sans elle, nous disait-on, aucune personne ni entreprise rationnelle ne ferait des activités en direct et le commerce électronique disparaîtrait. À première vue, l'ICP résolvait plusieurs problèmes épineux. Seule l'ICP permettait d'identifier les parties d'une transaction en direct, d'assurer l'intégrité du message, de minimiser la répudiation de transactions électroniques et de protéger la confidentialité des communications — tous des éléments essentiels à l'établissement d'un climat de confiance nécessaire aux transactions électroniques.

Partout dans le monde, des pays y compris le Canada, se sont dépêchés de mettre en œuvre des lois qui régissaient la signature électronique dans le but d'attirer des investisseurs dans des juridictions qui souhaitaient être considérées comme des centres du commerce électronique. On prévoyait une explosion de l'utilisation des signatures électroniques et de l'ICP comme conséquence de l'adoption par les entreprises du processus de chiffrement et de signature électronique de documents. Cependant, une récente étude de l'UE permet de conclure que « malgré l'utilisation de ressources importante », les lois sur la signature électronique en Europe sont « loin d'avoir eu les répercussions auxquelles on s'attendait ». La situation est semblable en Amérique du Nord. Parallèlement, le commerce électronique continue de progresser sans l'ICP. Qu'en est-il vraiment? Est-ce que l'ICP n'est qu'une technologie coûteuse propulsée par un battage excessif et dont les intervenants ne cherchent qu'à obtenir un rendement du capital investi? A-t-elle simplement besoin de temps avant d'atteindre son plein potentiel? « Est-ce que l'ICP est dépassée » se demande Brian O'Higgins, fondateur et dirigeant principal de la technologie d'Entrust, un leader du secteur de l'ICP. « Non, elle n'est pas encore arrivée. Ça ne fait que commencer. »

³⁵ <http://www.theregister.co.uk/content/55/36106.html>

³⁶ http://www.oasis-open.org/news/oasis_news_02_23_04.php

³⁷ <http://www.globetechnology.com/servlet/story/RTGAM.20040305.gtkirwanmar5/BNStory/Technology/> CIOB News 2004-03-12

Des militants s'opposent aux passeports biométriques³⁸ (vie privée)

Des groupes de défense des libertés civiles et de la vie privée ont lancé une campagne contre le projet de l'industrie de l'aviation, qui veut créer une imposante base de données, des détenteurs de passeport avec une technologie de biométrie présentant des failles. L'Organisation de l'aviation civile internationale a décidé que la norme biométrique internationale initiale pour les passeports sera une image cartographique du visage; les empreintes digitales seront ajoutées ultérieurement. L'UE demande déjà l'ajout des empreintes digitales, en plus d'un registre européen des données biométriques. Les autorités nationales pourront stocker et échanger ces immenses bases de données. Les mesures, appuyées par les États-Unis et l'UE, permettront éventuellement de créer une base de données d'identité portant sur des centaines de millions de voyageurs. Les détails sur plus d'un milliard de passagers seraient informatisés et échangés à l'échelle de la planète d'ici 2015 si le plan est accepté, selon des détracteurs comme Privacy International. L'organisation déclare que « malgré des répercussions importantes sur la protection de la vie privée et la sécurité personnelle, le processus a été lancé sans engagement ni débat public ».

Vous êtes renvoyés!³⁹ (vie privée)

« Des exécutions publiques sont nécessaires afin d'assurer le respect de la politique sur la sécurité, et il n'y a pas de deuxième chance si vous brisez la confiance » a déclaré le D^r John Halamka. La plupart des gens pensent que les professionnels de la santé sont à l'abri des tentations quant à la consultation de dossiers, aux téléchargement interdits et à la mauvaise utilisation des ressources informatiques. Eh bien, ce n'est pas le cas. Chaque année, des docteurs, allant de jeunes résidents et internes fraîchement sortis de l'université à des médecins d'expérience, sont renvoyés pour avoir enfreint les politiques sur la sécurité et l'utilisation acceptable.

Cependant, la sensibilisation aux risques des bris de confiance entraîne l'établissement de politiques sur la sécurité fortes et bien visibles. L'époque où la politique de sécurité s'empoussiérait sur une tablette est bien loin. Plusieurs entreprises exigent que leurs employés signent leur politique de sécurité, reconnaissant ainsi en avoir pris connaissance. En bout de ligne, des politiques de sécurité bien rodées ont deux objectifs : établir les attentes et les conséquences, et dissuader les gens qui pourraient penser à utiliser les ressources de manière inappropriée.

Une entreprise américaine d'hébergement est victime de pirates et invoque la loi sur la divulgation⁴⁰ (commerce électronique)

En vertu de la loi californienne sur la divulgation des infractions à la sécurité, l'entreprise texane d'hébergement Web Allegiance Telecom a informé 4 000 clients cette semaine d'une récente intrusion au cours de laquelle les malfaiteurs ont réussi à mettre la main sur leur nom d'utilisateur et leur mot de passe. Selon des experts, cet épisode illustre l'influence nationale de la loi d'ouverture sur la sécurité. Cette loi, appelée SB 1386, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Elle oblige les entreprises faisant affaire en Californie à avertir leurs clients dans les meilleurs délais possibles de toute infraction à la sécurité qui touche à certains renseignements, par exemple les noms des clients en association avec leur numéro d'assurance sociale ou de permis de conduire, ou avec un numéro de carte de crédit ou de compte de banque. Même si une loi fédérale semblable n'a pas passé l'étape du Congrès, des avocats ont signalé que la loi SB 1386 s'applique aux entreprises de commerce électronique partout au pays si elles stockent de l'information sur des résidents de la Californie.

³⁸ http://www.theregister.co.uk/2004/03/29/campaigners_fight_biometric_passports/

³⁹ http://infosecuritymag.techtarget.com/ss/0,295796,sid6_iss346_art666,00.html?track=NL-358&ad=479188

⁴⁰ <http://www.theregister.co.uk/content/55/36233.html>

Comment les coûts de la protection de la vie privée ont des répercussions sur l'infrastructure⁴¹ *(vie privée)*

La protection de la vie privée gagne en importance en raison de nouvelles lois et de la peur d'amendes ou de poursuites coûteuses. Aujourd'hui, les technologies assurant la confidentialité représentent une très petite partie du budget du programme de protection de la vie privée d'une entreprise (moins de 10 %). Le Ponemon Institute a récemment effectué une étude demandée par IBM, selon laquelle de nombreuses entreprises considèrent que la mise en œuvre de nouvelles technologies deviendra l'élément le plus important des activités de gestion de la protection de la vie privée au cours des deux ou trois prochaines années. Les programmes de protection de la vie privée semblent moins efficaces lorsqu'ils ne sont pas intégrés dans des programmes de sécurité de l'information, de conformité ou de ressources humaines. En résumé, la protection de la vie privée exige plus que de bonnes pratiques de gestion de la TI. Elle est possible seulement avec des procédures, des gens, des politiques et des processus efficaces. Les programmes de protection de la vie privée qui semblent les plus efficaces sont intégrés dans le processus de gestion opérationnelle; il ne s'agit pas d'un simple prolongement de la fonction de la sécurité de la TI. Les programmes les moins efficaces sont ceux qui fonctionnent en vases clos, où les politiques clés sont séparées des principales décisions sur les activités et la TI. Les initiatives les plus efficaces comportent des programmes maison spécialisés qui offrent à tous les professionnels de la TI de la formation sur les exigences opérationnelles propres à la protection de la vie privée et à la gestion de données. Une première ligne de défense importante est composée de professionnels de la TI et de la sécurité bien formés qui peuvent reconnaître les premiers symptômes d'une infraction à la sécurité (ou avant une détérioration rapide). Les industries fortement réglementées, comme la santé et les services financiers, ne sont pas celles où les investissements dans des programmes de protection de la vie privée sont les plus importants. Les entreprises technologiques semblent investir le plus dans la gestion des risques liés à la protection de la vie privée dans le but de protéger leur image de marque auprès des clients.

Les dix choses à ne pas faire à la mise en œuvre d'une carte à puce⁴² *(cartes à puce)*

Le nombre de mises en œuvre de cartes à puce a quadruplé l'an passé. Des entreprises parmi les plus importantes au monde et le gouvernement américain ont adopté cette technologie. Shahin Shadfar, gestionnaire de produit de sécurité de l'information pour Schlumberger, a récemment terminé la mise en œuvre d'une carte à puce à Chevron Texaco et offre ses conseils. Il explique que bon nombre de conseils sont basés sur le bon sens. En voici quelques-uns : (1) Ne pas penser uniquement en fonction de la technologie. Tenir compte du processus. (2) Ne pas sous-estimer les effets des changements culturels.

Grand numéro de disparition – Protection de la vie privée en direct⁴³ *(vie privée)*

Les constatations saisissantes qui se dégagent d'une étude, menée auprès de la population en direct adulte par le Customer Respect Group en février 2004, soulignent l'importance de traiter avec respect les préoccupations des clients ayant trait à la protection de la vie privée. À une question sur l'importance qu'ils accordent à la politique de protection de la vie privée d'une entreprise au moment d'inscrire des renseignements personnels dans un site Web, 22,4 % des répondants ont déclaré que si l'entreprise n'avait pas une telle politique, ils ne donneraient pas ces renseignements. Même son de cloche chez 26,6 % des répondants, qui ont indiqué qu'ils quitteraient le site s'ils n'étaient pas satisfaits de la politique sur la protection de la vie privée d'une entreprise. De plus, un répondant sur six a déclaré que son insatisfaction relativement à la politique sur la protection de la vie privée d'une entreprise ou le manque de transparence des pratiques opérationnelles de cette entreprise seraient les principales raisons pour lesquelles il choisirait de quitter un site Web. La bonne nouvelle, c'est que de nombreuses entreprises placent maintenant

⁴¹ http://searchsecurity.techtarget.com/originalContent/0,289142,sid14_gci955081,00.html?track=NL-20&ad=478377

⁴² http://searchsecurity.techtarget.com/tip/1,289483,sid14_gci955174,00.html?track=NL-20&ad=478377

⁴³ http://zdnet.com.com/2100-1107_2-5181234.html?tag=zdaresources

les clients au centre de leur présence en direct, ce qui leur permet d'atteindre un équilibre qui porte ses fruits.

Internet est la source principale de l'information contenue dans ce document – la majorité des articles renvoient en bas de page à des liens vers des documents provenant de différents sites. Nous rappelons au lecteur que la majorité de l'information que l'on trouve sur les sites de nouvelles Internet est éphémère et n'y demeure souvent que pour une brève période. Les lecteurs qui désirent conserver des copies de l'information source sont invités à saisir le texte en question dans une application de traitement de texte. Nous avons inclus, lorsque cela est possible, la date de parution de l'article sur le site Web, suivie du lien. Veuillez ne pas signaler les « liens périmés ».